

ABONNEMENT

SAUMUR	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
POSTE	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

ON S'ABONNE

A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

POLITIQUE. LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISSANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces, la ligne	20
Réclames, —	30
Faits divers, —	75

RÉSERVES SONT FAITES
Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.
Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

ON S'ABONNE
A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire.
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux: 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 21 SEPTEMBRE

Apaisement, Concorde, Union

Le voyage présidentiel est terminé. Des rapports de M. Carnot avec l'armée, nous ne dirons rien, ils n'ont aucune portée politique; les rapports avec le clergé attirent toujours l'attention. M. Carnot n'a entendu aucune remontrance respectueuse, aucune restriction. A Poitiers, M^r Juteau lui a adressé des compliments qui combent de joie les journaux républicains. Bornons-nous à citer les commentaires du *Temps*, la feuille ministérielle par excellence.

L'évêque de Poitiers a mis en lumière, et avec l'autorité de son sacerdoce, une opinion que nous avons exprimée bien des fois: c'est que la tiédeur de quelques évêques à l'égard du Saint-Siège est tout aussi contraire aux instructions du chef de l'Eglise que la résistance ouverte de quelques autres prélats. Il faut, en effet, être bien aveuglé par des préventions anciennes ou se méprendre singulièrement sur le caractère et le tempérament du Pape, ou même sur le sens littéral des paroles qu'il a tant de fois prononcées, pour affecter de croire que le clergé et tous les catholiques se sont mis d'accord avec le chef de leur foi quand ils ont purement et simplement désarmé devant la République.

Ce n'est pas au *Temps*, dit l'*Espérance du Peuple*, que nous demandons d'interpréter la pensée du Saint-Père et nous ne le citons que pour montrer quelle est l'opinion des opportunistes. Vraiment, ces messieurs sont bien exigeants, le désarmement ne leur suffit pas, et la tiédeur devient hérétique. La première République avait aussi la modération en horreur et elle envoyait les modérés à la guillotine. Celle-ci, plus cruelle, les excommunique. Nous voilà, de par les théologiens du *Temps*, condamnés à faire du zèle. C'est trop.

Le *Radical* applaudit ainsi aux déclarations de M^r Juteau, cependant il engage ses confrères à modérer leur joie; il se défie, un vrai républicain est toujours défiant. Oui, leur dit-il, vous en avez un, mais vous n'en avez qu'un. « M. Juteau, écrit-il, constitue une exception telle qu'il serait bien difficile de l'atteler en paire au char républicain ».

Puis il prétend que ce prélat unique est assez discuté dans son diocèse. Nous n'avons pas à insister.

Au cours de son voyage, M. Carnot a soulevé, on fait soulever, la question du renouvellement des pouvoirs présidentiels. Déjà, à Chambéry, des flatteurs avaient prononcé « des discours tendancieux »; à Poitiers, la question a été abordée ouvertement, et le maire a, comme on dit, mis les deux pieds dans le plat. M. Arren a dit à M. Carnot dans un grand banquet: « Nous faisons des vœux ardents pour qu'il vous soit donné de continuer, pendant de longues années encore, cette œuvre d'apaisement et de concorde. »

Comme le fait observer le *Temps*, « il était impossible de poser plus nettement la question, et M. le Président de la République, pris

ainsi à brûle-pourpoint, risquait de s'en trouver quelque peu embarrassé. »

M. Carnot n'a point eu à improviser sa réponse, pas plus que M. Arren n'avait improvisé son discours. Le *Temps* sait très bien que ces harangues sont concertées d'avance. M. Carnot a répondu pompeusement que « notre chère France trouvera toujours des dévouements prêts à obéir à ses volontés souveraines ». Des dévouements à douze cent mille francs par an, plus la gloire et les petits profits, cela se trouve toujours. M. Ferry est prêt à se dévouer, M. Floquet aussi et M. de Freycinet également: quant à M. Carnot, on l'a déjà trouvé et on le trouvera encore.

Le prince Victor Napoléon écrit de Bruxelles qu'il est tout prêt à accepter la présidence de la République. On se demande même pourquoi il s'est brouillé avec son père dont le dévouement républicain n'était pas moins ardent.

Nous avons donc des dévouements de réserve, mais aucun n'est plus grand que celui de M. Carnot, il a profité de son voyage à Poitiers pour poser sa candidature. C'est là le fait saillant du voyage.

Quant à l'apaisement, à la concorde, à l'union dont il a été beaucoup question, ce sont là lieux-communs qui ne tirent pas à conséquence. Ne parlons pas des catholiques auxquels aucun gage n'a été donné, aucune promesse n'a été faite; ne parlons que des républicains de la veille, des républicains authentiques. Eh bien! s'ils sont d'accord c'est contre nous. Ils se divisent en trois grands partis: opportunistes, radicaux, socialistes révolutionnaires.

Les opportunistes aujourd'hui au pouvoir ont adressé un appel aux radicaux: Unissez-vous à nous, leur ont-ils dit par l'intermédiaire du *Temps*, le parti révolutionnaire va vous dévorer. Entrez franchement dans la majorité gouvernementale, nous donnerons des portefeuilles aux plus éminents d'entre vous.

Les radicaux répondent par l'organe de M. Lockroy et de M. Pelletan.

Voici ce que dit M. Lockroy:

« Les radicaux ont toujours été socialistes et socialistes ils resteront. Ils ne peuvent, d'autre part, abandonner les grands principes économiques et politiques qu'ils ont défendus. Ils resteront toujours les partisans de la réforme de l'impôt. Ils persisteront toujours à croire que la meilleure solution de la question religieuse est la séparation des Eglises et de l'Etat, et, d'accord en cela avec les royalistes, ils continueront à trouver mauvais qu'un souverain étranger, fût-il le Pape, se mêle de nos affaires intérieures. »

M. Pelletan n'est pas moins net: « Il nous est impossible de croire, écrit-il dans la *Justice*, qu'aucun des articles de l'ancien programme radical ait perdu sa raison d'être. » Suit l'énumération habituelle, puis vient cette déclaration:

« Il y a, dans le programme radical, un article qui, spécialement, nous paraît difficilement démodé. C'est la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les modérés ont pu en faire l'ex-

périence: s'il y a dans notre démocratie un sentiment profond et vivace, c'est sa défiance de l'Eglise catholique. Les cordiales invitations que le *Temps* nous adresse ont même pour cause principale l'échec auquel ils se sont exposés, en célébrant avec trop d'enthousiasme le rapprochement du Pape et de la République. Le jour où le pays a cru qu'on voulait lui infliger une République pontificale, les méfiances se sont éveillées jusqu'au fond des villages. On est obligé de renoncer à escamoter la question cléricalle; et tous les esprits sensés auraient à reconnaître qu'elle ne peut avoir de solution que par la séparation. »

Une réponse semblable a été donnée par la franc-maçonnerie. Ces jours derniers, les chefs de la secte tenaient un convent au Grand-Orient; dans la séance du 12 septembre, l'assemblée maçonnique a voté l'ordre du jour suivant:

« Le convent blâme et désavoue les francs-maçons, représentants dans les assemblées électives, qui ont voté des subsides pour l'exercice des cultes. »

Plusieurs députés, qui refusaient de voter à la Chambre la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ont été obligés de donner leur démission de membres du Conseil de l'Ordre maçonnique. La séparation de l'Eglise et de l'Etat, dit l'un d'eux, M. Lombard, « serait désertier aux masses populaires le drapeau radical. » L'assemblée a voté quand même.

« Quand les derniers partisans des régimes déchus, dit un orateur, font un pas vers la République, il est tout naturel que les républicains fassent un pas vers la République républicaine; quand tout le monde en France en vient à se dire républicain, il est tout naturel qu'il se forme en notre pays un parti en faveur de la vraie République, dont le mot d'ordre est, pour notre Convent de 1892, l'anticléricalisme décidé et le socialisme laïque et libéral. »

Après la déclaration de principe vient l'application:

« L'école restera neutre; l'Etat n'aura pas à subventionner les divers cultes sur son budget. Pour que les Eglises soient séparées des Etats, il ne suffit pas que les budgets des cultes soient supprimés: il faut encore que les emblèmes culturels disparaissent de nos prétoires, de nos voies publiques; que l'Etat n'ait plus à se procurer à ses frais ni locaux, ni aumôniers, ni ministres d'aucun culte, aussi bien sur ses navires que dans l'enceinte de ses lycées. Il faut qu'il cesse de mettre, autrement que par voie d'adjudication, ses monuments au service de telle ou telle confession religieuse. Il faut qu'aucune congrégation n'ait le monopole des services à rendre dans nos dispensaires ou hôpitaux. »

Bref, il faut que la laïcisation, ébauchée sur le terrain de l'école, se continue de proche en proche, atteignant successivement tous les grands services publics, et qu'on réalise enfin la neutralité absolue, hors de laquelle il n'y a qu'injustice et favoritisme. »

L'opportunisme courbe la tête, il accepte pour le fond le programme radical, il se borne à demander qu'on l'applique d'après sa mé-

thode. Dans sa réponse à M. Pelletan, le *Temps* se borne à dire: « En politique les questions vraiment différentielles n'existent pas, il n'y a que des questions de méthode. »

Ainsi l'adhésion des ralliés a eu pour résultat de pousser les républicains plus à gauche.

H.-A. MARTIN.

Les essais de M. de Freycinet

Extrait d'une correspondance de Paris:

« On dit déjà que M. Floquet saisira l'occasion qui lui sera fournie jeudi prochain par la cérémonie du Panthéon, pour poser sa candidature à la magistrature suprême de l'Etat. Mais dans tout cet imbroglio, que devient M. de Freycinet? On se le demande. Il paraît que l'heure n'est pas favorable pour le ministre de la guerre. Les généraux ne se gênent pas pour critiquer les inventions et les procédés de leur héros de 1870; l'essai qu'il a voulu faire des régiments mixtes ne serait, dit-on, qu'un trompe-l'œil. »

« Au lieu de faire commander les troupes par leurs chefs nominaux, M. de Freycinet a fait encadrer les hommes de la réserve par des officiers de l'armée active. Dans ces conditions, les régiments mixtes ont fait assez bonne figure; mais comme, en temps de guerre, ils seraient commandés par des officiers territoriaux, il est difficile de se rendre compte des résultats qu'on obtiendrait alors. Mais M. de Freycinet se moque bien de ces vétilles. Si, grâce à ses habiles manigances, il a pu éblouir les officiers étrangers, n'est-il pas suffisamment récompensé de ses peines? »

« Reste à savoir si MM. les attachés militaires ne sont pas au courant de ces puériles supercheries. »

« Un de mes amis en ce moment dans l'Est me signale une autre tendance de M. de Freycinet. Pour satisfaire nos démocrates, le ministre de la guerre a donné la consigne aux commandants de corps d'armée d'accorder le moins possible de grades aux jeunes gens pourvus d'une certaine situation sociale. Point de « nobles », point de châtelains, point de jeunes et riches bourgeois à la tête des troupes territoriales. »

« Le ministre de la guerre veut que les gâtons soient presque indûment accordés à d'anciens caporaux ou sous-officiers aussi modestes que possible. Voilà ce qu'on m'écrit. Si ces détails sont exacts, il faut déplorer une telle conduite. Quand Scharnost institua la landwehr, il stipula que les soldats seraient autant que possible commandés par des hommes qui leur fussent supérieurs au point de vue social. Le système de recrutement régional exigeait cela. Ne faut-il pas, en effet, que les officiers soient pourvus d'un certain prestige? Le prestige est peut-être encore plus nécessaire que l'instruction technique. Eh bien, M. de Freycinet semble vouloir prendre le contre-pied des instructions de Scharnost. »

« Dans ce régiment territorial où je suis incorporé, m'écrit mon correspondant, nous avons pour sergent-major le fils du « valet de ville » de notre village. Au milieu d'une troupe composée de Français recrutés dans

